

« Coup de force »...

Dans plus d'une dizaine de pays, la Françafrique a institutionnalisé la tricherie électorale avec des coopérants très spéciaux – employés fictifs du Paris chiraquien ou affiliés des réseaux Pasqua, principalement. Tandis qu'ils diffusaient les mille et une ficelles de la fraude (depuis les listes électorales jusqu'au décompte des résultats), des juristes de haut vol, genre Charles Debbasch, pipaient les règles du jeu constitutionnel afin d'invalider les candidats gênants ou la contestation des scrutins. Ainsi fut validée au Togo la réélection-bidon du tyran Eyadema, contre l' élu du peuple Gilchrist Olympio. Le lot de consolation, une médiation "européenne" pilotée par Paris, a achevé de montrer sa finalité : le digestif d'une forfaiture.

Le scénario s'est répété au Tchad en juin 2001, avec la réélection de Déby contre un Yorongar porté par un raz-de-marée de votants. Il va avoir lieu au Congo-Brazzaville, où l'Union européenne va scandaleusement bénir, par l'envoi d'observateurs impuissants, le sacre électoral truqué d'un criminel contre l'humanité, Denis Sassou Nguesso.

À Madagascar, une nette majorité de l'électorat a élu le 16 décembre Marc Ravalomanana ; toutes sortes de manipulations de dernière heure (dont l'apparition de nouveaux bureaux de vote) ont rogné ce résultat, mais deux décomptes parallèles démontrent un solde supérieur à 50 %. Chéri par les réseaux français, l'"amiral" Didier Ratsiraka, qui fit tirer sur la foule en 1991¹, refuse obstinément un examen de ces décomptes. Il préfère les "calculs" d'une Haute Cour constitutionnelle à sa botte qui, ramenant à 46,21 % le score du vainqueur, exige un second tour.

Marc Ravalomanana et ses partisans refusent ce nouveau round, selon le principe simple qu'un décompte truqué au premier tour le sera aussi au second. Paris, avec ses relais diplomatiques et médiatiques, a tout fait pour rendre inéluctable ce deuxième tour. Après deux mois de grandes manifestations non violentes et le refus par Ratsiraka de tout arbitrage international sur les chiffres du scrutin, l' élu du premier tour a décidé le 22 février de se proclamer Président.

Aussitôt le Quai d'Orsay, en phase avec l'Élysée, s'est indigné d'une « tentative de coup de force ». En 1998, face au renversement du dictateur nigérien Baré Maïnassara, trois fois désavoué par le suffrage populaire, les mêmes avaient crié à « l'interruption du processus démocratique » ! En était résulté, sans la "coopération" française, les élections les plus incontestées depuis des décennies en Afrique francophone...

La Françafrique n'aime pas Ravalomanana, trop imperméable à ses réseaux, trop soutenu localement. Elle le comparerait au « choléra », bien obligée d'admettre que la corruption du régime en place est une forme de « peste ». Entre les deux, il faudrait ne pas choisir, c'est-à-dire ne rien changer. Or, le peuple malgache a choisi. Déjà, Ratsiraka fourbit l'arme ultime des dictateurs acculés : il attise chez les ethnies côtières la haine de l'ethnie de son vainqueur, maire de la capitale Antananarivo, et suscite des barrages miliciens.

Voici un peu plus d'un demi-siècle, la France coloniale opposa au désir d'indépendance des Malgaches le massacre de plus de cent mille d'entre eux. La France néocoloniale continuera-t-elle de soutenir, contre une volonté politique explicite, le possible concepteur d'un cauchemar à la rwandaise² ?

1. Et non en 1993, comme indiqué par erreur dans notre n° 100.

2. En rubrique *Lire*, nous commentons le témoignage accablant d'un survivant de ce cauchemar, Vénuste Kayimahe, *France-Rwanda : les coulisses du génocide*, Dagomo, 2002.

Jamais sans doute depuis le regain de la démocratie en Afrique, en 1990, un peuple n'avait aussi massivement et aussi longuement réclamé son dû : le Président de son choix. Tous les jours, pendant deux mois, la capitale malgache a connu des manifestations géantes, doublées d'une longue grève générale.

Eh bien, les médias parisiens ont réussi, pour la plupart, à jeter le discrédit sur cette incroyable force non-violente. À réclamer la validation du suffrage démocratique, le peuple et son élu ne seraient que des entêtés. Les Églises, bienvenues lorsqu'elles soutiennent une dictature, sont accusées d'ingérence quand enfin elles se décident à la disqualifier.

C'est tout juste si Ratsiraka n'est pas présenté comme un vieux sage. *Le Monde* le qualifie de « fin lettré » (19/02/2002) : l'on se souvient que Paris s'extasiait du français de Juvénal Habyarimana. Il faut dire que la communication de l'amiral est assurée par Claude Marti, l'ancien publicitaire de Michel Rocard – qu'un tardif prosélytisme français a rapproché de son vieil ami Jacques Chirac.

Une délégation de parlementaires francophones, conduite par le sénateur Guy Penne (l'ancien Foccart de Mitterrand) a mis une condition à sa médiation : renoncer à la « confrontation des procès verbaux » des bureaux de vote. Il aurait fallu aller à un second tour sans « plus considérer ce qui s'est passé avant et au moment du scrutin » ! Toujours influente à l'OUA, la Francophonie a réussi à lui faire assumer ce préalable amnésique – un « langage de vérité », selon *Le Monde* (15/02/2002). Ceux qui l'ont refusé passent pour des caractériels, ou des illuminés...

Ou pire encore. Car le lettré Ratsiraka est aussi historien : « Je fais le parallèle entre l'Allemagne nazie et le fascisme qui pointe à nos portes. » Le pompier pyromane déclare s'être présenté à l'élection « pour éviter un conflit ethnique. Aujourd'hui, il y a une mèche lente allumée un peu partout dans le pays : il faut l'éteindre » (*Le Monde*, 19/02/2002). Le même a divisé le pays en provinces autonomes et en a nommé les gouverneurs, ce qui lui permet d'y attiser l'ethnisme. Ses milices essaient d'organiser le blocus de la capitale. Et l'amiral a décrété l'état d'urgence...

Aide européenne

L'Union européenne va prélever sur son budget d'aide au développement près d'un million d'euros afin d'envoyer quelques observateurs cautionner une caricature d'élection présidentielle, le 10 mars au **Congo-Brazzaville**. En phase avec les États-Unis, soudain passionnés par l'or noir africain, Paris a fait très fort : après le putsch sanglant de 1997 et une épouvantable répression, l'Europe avalisera l'écrasement d'un peuple – mis aux normes d'un baril de pétrole.

Jusqu'au bout, on aurait pu croire que les conditions ahurissantes de ce scrutin (recensement électoral ubuesque, occupation du pays par des troupes étrangères, accaparement des médias, refus d'une représentation de l'opposition dans le Comité d'organisation des élections, mise à l'écart des autres leaders politiques...) auraient fait reculer Bruxelles. Mais Denis Sassou Nguesso est un pionnier de la nouvelle Alliance mondiale antiterroriste : il lui vend si peu cher le pétrole congolais ; il accepte si volontiers de surendettre son pays auprès de la Société générale, de Natexis (groupe Banques populaires) et de l'Union des banques suisses... Encore 200 millions de dollars en janvier (*La Lettre du Continent*, 24/01/2002).

Faillite européenne

L'Union européenne a "suspendu" son financement du scrutin législatif du 10 mars au **Togo**. S'étant engagée depuis trois ans dans une médiation qu'elle savait (ou aurait dû savoir) sans avenir, après les mascarades de scrutins présidentiel et législatif de 1998 et 1999, l'UE connaissait trop les manipulations d'Eyadema pour oser les payer.

Résultat : pendant trois ans, l'opposition aura négocié pour rien puisque le dictateur, ami de Jacques Chirac, va recommencer un cycle d'élections truquées. La médiation européenne (intitulée « facilitation ») aura plutôt permis un double recul. Exilé en Europe, le vainqueur réel de la présidentielle de 1998, Gilchrist Olympio, se trouve désormais écarté de celle de 2003 par une condition "subtile" : avoir résidé au pays au moins un an avant le scrutin. Un autre leader de l'opposition,Yawovi Agboyibo, reste emprisonné depuis août 2001 pour « *complicité d'association de malfaiteurs* ».

N'est-ce pas ce dont devrait être accusée l'UE, le régime togolais se résumant crûment en une telle association ? Laisser Paris piloter la médiation, c'était à l'évidence favoriser la prorogation de l'un des plus anciens règnes néocoloniaux d'Afrique (avec celui de Bongo).

Appétits américains

L'*International Herald Tribune* du 1^{er} février signale que « l'Afrique de l'Ouest envoie à peu près autant de **pétrole** aux États-Unis que l'Arabie saoudite et que sa part de marché croît rapidement. » Puis il rend compte d'une conférence fort instructive organisée par l'*Institute for Advanced Strategic and Political Studies*.

On y a appelé qu'à part le Nigeria, les producteurs d'or noir subsahariens ont la courtoisie de ne pas être syndiqués à l'OPEP. En retour, il a été jugé convenable que « *les États-Unis fournissent une coopération et un entraînement militaires, et déploient peut-être discrètement des forces US pour garantir la stabilité politique et la sécurité des champs de pétrole* ».

Comme par hasard, Washington vient de proposer « d'établir un secrétariat de planification militaire au Secrétariat de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest). Serait aussi installé un système d'alerte rapide « qui contrôlerait les menaces à la sécurité régionale », avec 4 zones, coordonnées depuis la Gambie, le Bénin, le Burkina et le Liberia. Les trois premiers pays sont dirigés par des militaires, le quatrième par un seigneur de la guerre, Charles Taylor, dont les Américains aimeraient se débarrasser à brève échéance.

Au Gabon, l'armée US construit « un centre de transit permanent destiné aux opérations humanitaires en Afrique centrale » : « un entrepôt de 40 000 m² à proximité de l'aéroport de la capitale. Ce ne sera en principe pas une base militaire » (*Afrique Express*, 06/02/2002). En principe... Si l'Afrique devient aussi importante que l'Arabie saoudite pour l'approvisionnement pétrolier des États-Unis, elle peut s'attendre à quelques mutations du paysage politico-militaire.

Il semble ainsi que le Tchadien Idriss Déby, futur émir, intéresse désormais autant, sinon plus, George W. Bush que Jacques Chirac... Washington lorgne aussi sur les promesses pétrolières du Centrafrique – une contrée qu'observe spécialement, en ce moment, le capitaine Paul Barril. Au service de qui ?

Excuses belges

À Bruxelles, après deux ans d'une Commission d'enquête exemplaire sur l'assassinat, en 1961, du grand leader congolais et africain **Patrice Lumumba**, le ministre des Affaires étrangères Louis Michel a reconnu que « *certaines membres du gouvernement [belge] de l'époque portent une part irréfutable de responsabilité* ». Le 5 février, à la tribune de la Chambre des députés, il a présenté au peuple congolais et à la famille « *ses profonds et sincères regrets et ses excuses pour cette apathie et cette froide indifférence* ».

À quand pareille démarche des députés français sur les assassinats du Président togolais Sylvanus Olympio (1963), du Tchadien Outel Bono (1973), du Burkinabè Thomas Sankara (1987)... ? À quand les vraies enquêtes parlementaires sur des crimes plus vastes, comme la torture généralisée en Algérie, les nettoyages ethniques au Congo-B et, surtout, le génocide au Rwanda. Car en ce cas, la mission d'information s'est plutôt conclue par une auto-absolution, après avoir soigneusement écarté les griefs les plus lourds.

Après Savimbi ?

La dictature militaro-pétrolière **angolaise** se réjouit bruyamment de la mort de son vieil ennemi, le chef rebelle Jonas Savimbi. Elle a peut-être tort.

Il y a eu comme un mimétisme du pire dans cette guerre civile d'un quart de siècle. Les deux camps se sont mis à rivaliser dans l'horreur, la paranoïa, la prédation des richesses du pays – qui se retrouve exsangue. En même temps, le clan au pouvoir peinait de plus en plus à réprimer la faim de démocratie. La prolongation de la guerre civile lui servait de prétexte, comme à son homologue algérien, pour maintenir un régime policier, détourner une bonne part de l'argent du pétrole, des achats d'armes, et des crédits afférents. L'ONG *Global Witness* rappelle qu'au moins 1,4 milliards de dollars se sont évaporés en 2001. Le régime

angolais risque d'être désormais contraint de rendre des comptes, dans tous les sens du terme.

Pas à George Bush, en tout cas : *Newsweek* a révélé qu'une société dirigée par la femme de Pierre Falcone (l'un des principaux complices de l'évaporation en question, avec son compère Gaydamak) avait contribué pour 100 000 \$ à la campagne bushienne – autant que Kenneth Lay, le scandaleux PDG d'Enron.

Qui a peur de Mongo Beti ?

L'amphi Descartes de la Sorbonne était rempli, le 16 février, pour une émouvante cérémonie d'hommage à Mongo Beti, le grand écrivain camerounais décédé en octobre dernier. Relevons, parmi les innombrables témoignages, ces phrases de l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop, parlant de ses collègues africains autour de cinquante ans : « *Nous pouvons nous définir, d'une certaine façon, comme la génération qui a lu Main basse sur le Cameroun. [...] Beti avait fini par être pour nous le symbole même de l'intellectuel libre. [...] Au fond, éternel iconoclaste, il a toujours été plus jeune que ses cadets.* »

Il « eut très tôt du dédain pour les honneurs. C'est là sans doute que réside le secret de son invulnérabilité. Beti est [...] de ceux qui nous invitent à ne pas écrire couchés, [...] un de ces repères dont nous continuons à avoir si grand besoin ».

L'hommage a eu lieu en la présence d'Odile Biyidi, la veuve de Mongo Beti, qui préside désormais à la destinée de la *Librairie des peuples noirs* que l'écrivain avait fondée à Yaoundé.

Sans doute cet hommage a-t-il fait de l'ombre au régime camerounais. Dès le surlendemain, la directrice de la librairie a passé 9 heures en détention dans un commissariat, au faux prétexte qu'il manquait un peu de peinture sur l'encadrement de la devanture du magasin. Pour ce grave délit, elle avait été embarquée par le sous-préfet en personne.

Faute de pouvoir faire taire la voix éternelle d'un Grand, Paul Biya s'attaque aux livres et à celles qui s'efforcent de les diffuser¹...

1. Ceux qui souhaitent soutenir la *Librairie des Peuples Noirs* peuvent s'adresser à obiayidi@aol.com

Pétrole sahraoui ?

Nous nous demandions, dans notre n° 98, si les liens exceptionnels de Jacques Chirac avec la monarchie chérifienne¹ suffisaient à justifier sa soudaine prise de position, lors de son périple maghrébin de décembre, en faveur de l'annexion par le **Maroc** du Sahara occidental. La réponse se trouvait sans doute dans un remarquable reportage d'Ivan du Roy, pour *Témoignage chrétien* (06/12/2001) : Rabat venait de signer avec **TotalFinaElf** et une firme américaine, Kerr McGee, un accord d'exploration pétrolière au large de l'ex-colonie espagnole...

La multinationale française a donc anticipé l'annexion – que refuse avec la dernière énergie la grande majorité des Sahraouis, réfugiés dans l'Est algérien et fidèles au front Polisario. Le permis d'explorer a été contesté devant l'ONU. Mais Kofi Annan n'est pas loin de baisser les bras sur le problème du Sahara occidental : la médiation onusienne est dans l'impasse. Les Sahraouis risquent fort d'être sacrifiés à la soif de pétrole africain et au soutien privilégié du régime marocain.

Selon le secrétaire général du front Polisario, « *l'alignement inconditionnel* [de Jacques Chirac] *sur les thèses marocaines [...] est révélateur des calculs néocolonialistes français sur le Maghreb* ». En l'occurrence, il s'agit plutôt d'un vieux triangle Washington-Paris-Rabat.

1. Cf. François-Xavier Verschave, *Noir Chirac*, Les arènes, 2002, p. 195-197.

Néocolonialisme néocalédonien

Selon le journaliste Philippe Madelin¹, la Nouvelle-Calédonie présente, sous la houlette du chiraquien Jacques Lafleur « *toutes les caractéristiques d'une république bananière, matinée de néocolonialisme archaïque* » : « *clientélisme généralisé, confusion permanente entre prérogatives publiques et intérêts privés, exercice manifeste d'une violence feutrée.* »

« *L'État de droit y est un concept inconnu. À côté de la Nouvelle-Calédonie, la Corse est un bastion de la légalité* », commente un haut fonctionnaire métropolitain. Les leaders indépendantistes kanaks continuent d'avoir une espérance de vie réduite : à la vague d'assassinats des années 80 a succédé une malencontreuse série d'"accidents", d'hélicoptère en particulier. De quoi éloigner la perspective d'un partage des richesses du sous-sol et de l'offshore néocalédoniens avec le peuple kanak.

Ressurgit alors la manipulation de l'ethnisme, familière aux "gestionnaires" coloniaux. Les originaires des îles Wallis et Futuna, main d'œuvre importée, avaient été dressés contre les Kanaks. Pour y parer, les seconds étaient parvenus à conclure une alliance politique avec les premiers : ne sont-ils pas tous des Mélanésiens, menacés par l'avidité néocoloniale envers leurs richesses insulaires ?

Depuis quelques mois, une série de provocations réveille l'ancien antagonisme. Des jeunes Kanaks sont excités contre les Wallisiens. En retour, un vocabulaire de conflit ethnique apparaît dans des tracts émis soi-disant par les Wallisiens.

Coïncidence ? Un grand ancien de la DGSE, vieux spécialiste des "coups tordus" – le général Jean-Claude Manton, jadis "proconsul" du Centrafrique – est devenu conseiller de Jacques Lafleur.

1. *Les gaullistes et l'argent*, L'Archipel, 2001, p. 240-243.

Dettes africaines

Il y a plusieurs causes, bien entendu, à la faillite programmée d'**Air Afrique**. Entre autres la complaisance avec laquelle, depuis les années 80, on a laissé les fonctionnaires des États actionnaires voyager gratis.

Mais le coup de grâce a sans doute été donné entre 1991 et 1993 lorsque Airbus et le Crédit Lyonnais ont vendu à prix fort et crédit élevé quatre A310-300. La vente a accru de 2 milliards de FF la dette de la compagnie.

La charge de cette dette a doublé avec la dévaluation (prévisible) du franc CFA. Dès lors, la faillite était en vue. Mais Airbus et la banque étaient couverts par l'assurance publique Coface, c'est-à-dire par les contribuables français. Ils étaient donc indifférents à la situation financière de leur client, qu'ils avaient incité à cet achat ruineux.

En juillet 1998, les 4 Airbus ont été saisis. Paradoxalement, la dette de 2,3 milliards de FF (350 millions €) est restée exigible. Elle sera remboursée par la Coface. Cet épongeage d'une dette "africaine" sera compté en Aide publique au développement (APD) ! De quoi relativiser la querelle Chirac-Jospin sur le pourcentage de l'APD par rapport au PIB.

La Cour internationale de Justice de La Haye (CIJ) a rendu le 14 février un arrêt déjà très controversé, dont il faudra suivre les interprétations car il fera jurisprudence.

Elle avait été saisie par le gouvernement de Kinshasa après que la Belgique ait lancé un mandat d'arrêt contre le ministre congolais des Affaires étrangères, Abdoulaye Yerodia : en 1998, celui-ci avait lancé à la radio un appel à « éliminer » les « *vermines* » – les Congolais d'origine tutsie. Bruxelles usait de sa compétence universelle en matière de crimes contre l'humanité, que le ministre aurait incité à commettre.

La compétence universelle est révolutionnaire – une révolution éminemment souhaitable en son principe. La CIJ a jugé que le droit international coutumier garantissait l'immunité des chefs d'État et des ministres des Affaires étrangères (sans doute aussi celle des diplomates). Le droit coutumier est évidemment peu favorable à la compétence universelle. Cherchant des exemples, la CIJ a trouvé un récent arrêt de la Cour de cassation française (13/03/2002) déclarant le chef d'État libyen inattaquable dans l'affaire de l'attentat du DC10 d'UTA (encore !), au grand dam des victimes.

La CIJ a donc conclu que la justice belge n'avait pas le droit de lancer un mandat d'arrêt contre le ministre congolais, même en cas de présomption de crime contre l'humanité. Tous les tyrans ont sablé le champagne.

Peut-être un peu vite. La coutume n'était-elle pas, depuis peu, en train de s'inverser ? Mais l'arrêt de la CIJ pourrait bloquer cette mutation... D'autre part, la Cour distingue l'immunité de fonction, inattaquable par les justices nationales, de la responsabilité pénale – réaffirmée. C'est le mandat d'arrêt qui est interdit, pas l'enquête : elle pourrait trouver un débouché lorsque l'immunité cesse.

Surtout, la CIJ ne peut contredire le Traité de Rome (1998), qui institue la Cour pénale internationale (CPI) : il a aboli toute immunité dans le cas des crimes les plus graves (de guerre, contre l'humanité ou de génocide).

Dès lors, il faut attendre la mise en route de la CPI. Début 2003 ? (Il ne manque plus que 8 ratifications sur les 60 requises). Elle est plus que jamais indispensable. Et l'on peut bien admettre, après tout, qu'il faille une instance internationale pour valider l'inculpation d'un chef d'État étranger, d'un ministre des Affaires étrangères ou d'un diplomate : les quelque 200 systèmes judiciaires de la planète ne sont pas tous irréprochables, ni à l'abri de calculs politiques.

Cette CPI tant attendue suscite du coup la méfiance redoublée des pays qui veulent maintenir à tout prix l'immunité coutumière des grands de ce monde ou des dictateurs alliés, fussent-ils coupables des pires horreurs. Au premier rang : les États-Unis et la Chine. L'arrêt du 14 février ne serait vraiment fatal que si les opposants à la CPI parvenaient à la faire avorter.

Il a été voté par 10 voix contre 6. Espérons que cette majorité n'est pas l'amorce d'un retournement de tendance contre le Traité de Rome, un nouvel effet néfaste du 11 septembre. « *Les droits de l'homme vivent une heure sombre* », avertit le haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, Mary Robinson, à propos de la « lutte antiterroriste ».

La CPI, petit à petit

En janvier, la Coalition française pour la CPI (dont Survie) a lancé une campagne urgente à propos de la loi d'adaptation française aux statuts de la **Cour pénale internationale**. Nous protestons contre un texte réduit au strict minimum, esquivant complètement la question de la compétence universelle et l'harmonisation des définitions des crimes concernés.

La ministre de la Justice Marylise Lebranchu a assuré que le texte n'était qu'un « *premier pas* », voté dans l'empressement de la fin de la législature (le 19 février) pour rendre la France apte à coopérer avec la CPI dès le démarrage de celle-ci. « *Les services de la Chancellerie ont largement engagé la rédaction [... d'un] second texte visant à adapter le Code pénal mais aussi le Code de justice militaire. [...] C'est [...] à l'occasion de ce second texte que sera discutée la question de la compétence universelle.* » Reste à maintenir la pression pour faire aboutir ce deuxième texte en gestation.

Le travail de persuasion n'est pas tout à fait vain puisque désormais, les débats l'ont montré, une majorité du Parlement est hostile à l'article 124 des statuts de la CPI, inventé par la France et appliqué par elle seule – une exemption de sept ans pour les crimes de guerre... La renonciation à cet article optionnel relève de l'Élysée...

Bons points

– Le prix Martin Ennals des défenseurs des droits de l'homme, décerné par les principales associations engagées dans ce domaine, l'a été cette année à l'avocate tchadienne Jacqueline Moudeina : elle « *a pris d'énormes risques en déposant des plaintes au Tchad contre de nombreux complices d'Hissène Habré* », l'ancien dictateur et tortionnaire, « *y compris les chefs de sa police politique, dont beaucoup occupent encore des postes de haut niveau* ». Elle a été blessée par les sbires de l'un d'entre eux, en juin 2001, lors de la protestation pacifique d'un groupe de femmes contre la réélection frauduleuse d'Idriss Déby, le successeur d'Habré (cf. *Billets* n° 94).

– Le traité international interdisant la participation des **mineurs** de moins de 18 ans aux **conflits armés**, signé par 94 pays, est entré en vigueur le 12 février. Il concerne 300 000 mineurs, dans 40 pays. C'est un support juridique encore très imparfait, mais le principe ainsi reconnu (un garde-fou plus que nécessaire : les *warlords* aiment transformer les enfants en machines de guerre) va peu à peu se diffuser dans le droit international et les droits nationaux.

Agenda

Entre 1995 et 1999, la Banque mondiale a financé plus de 6 milliards € de prêts et d'assurance-crédit dans les secteurs pétrolier et minier. En deux fois plus de temps (depuis 1992), les sommes qu'elle a consacrées aux énergies renouvelables sont 6 fois moindres. Agir ici, l'AITEC, le CRID, les Amis de la Terre, Greenpeace et Réseau Action Climat lancent une campagne pour inverser les priorités. Ils veulent aussi amener la Banque à assumer ses responsabilités pour les dégâts causés par les investissements qu'elle finance ou a financés dans le secteur des énergies fossiles.

Contact : Fabien Lefrançois, (0)1 56 98 24 48. E-mail : ifi@agirici.org

(Achevé le 24/02/2002)

ILS ONT DIT

Françafrique

« Qui sommes-nous pour nous attaquer à des problèmes qui concernent la raison d'État, la diplomatie ou le continent africain ? Nous n'avons pas la mission ni la vocation de nettoyer la planète. » (**Eva JOLY**, juge d'instruction en charge du dossier Elf. Interview au *Nouvel Observateur* du 14/02/2002).

[La juge expliquait ainsi son « choix réfléchi » de ne pas s'aventurer sur le terrain des « commissions versées à l'étranger dans le cadre des marchés ». Le Canard enchaîné du 20 février observe à juste titre que ce choix l'e empêchée de toucher « le vrai, le gros business, la réalité des liaisons dangereuses entre la politique, l'argent, le pétrole et la compagnie Elf », car « c'est en Afrique qu'il fallait les chercher ». Cette tâche excède-t-elle vraiment le travail de la justice ? Admettons qu'existent encore certains obstacles juridiques difficilement surmontables, mais il faut bien qu'un « nous » citoyen finisse par s'attaquer aux délires d'une certaine « raison d'État ».]

« En tant que banque mutualiste particulièrement attachée aux valeurs éthiques et au développement durable dans toutes ses composantes, nous ne pouvons que réfuter [...] le "dossier" [...] L'envers de la dette, *publié* dans le cadre d'une campagne hostile aux banques en général et à notre établissement en particulier. [...] Vous n'ignorez pas le soin tout particulier que nous attachons à la sécurité de nos opérations comme à l'éthique de leurs finalités. [...] La participation de notre Groupe à des opérations de financement international procède [...] des mêmes objectifs et nous pouvons vous assurer qu'elle est totalement étrangère aux accusations gratuites et sans fondement qu'il vous a été demandé de relayer. » (**Claude CUIGNET**, directeur Marketing et Réseau du Crédit agricole de Champagne-Bourgogne. Courrier du 23/01/2002 en réponse à notre campagne *L'envers de la dette*, étayée par un "Dossier noir" du même nom).

[La campagne dénonce le financement très spéculatif et lucratif des pétrodicitaires africains par les grandes banques françaises. Le courrier-type de la banque "agricole" se garde bien de réfuter précisément les faits dénoncés : elle a absorbé « l'héritière des financements coloniaux, la banque Indosuez, puis en 2000 la sulfureuse CIBC (Canadian Imperial Bank of Commerce), la banque préférée des pétrodicitaires africains. Elle a également récupéré la Belgolaise, rejeton de la colonisation belge. » Elle est devenue « le principal actionnaire du Crédit foncier de Monaco, la banque des Feliciaggi, Sirven et Cie. »

« En peu de temps, le Crédit agricole (CA) s'est imposé en Suisse comme l'un des leaders de la gestion de fortunes. On appelle cette activité la "banque privée". Elle est présentée par un rapport du Congrès américain comme l'un des instruments privilégiés du blanchiment de l'argent. La Commission fédérale des banques helvétiques a épinglé le CA Indosuez à propos des fonds détournés par feu Sani Abacha, l'ex-dictateur nigérian : c'est l'un des quatre établissements bancaires "ayant montré des défaillances plus graves", avec des "comportements individuels erronés crasses" ! À lui seul, le Crédit agricole a planqué plus d'un milliard de FF. »

« Comme Paribas, le Crédit agricole s'est intéressé aux montages financiers de la présidence angolaise avant de venir en aide à l'allié Sassou II. Deux dictatures en guerre civile. Fin 1998, avec l'appui de l'Élysée, il a monté un préfinancement de 60 millions de dollars en faveur de Sassou II, basé sur 1 200 000 tonnes de pétrole. L'opération s'est réalisée avec la Banque française de l'Orient, installée avenue George V... dans le même immeuble que la Fiba. De quoi conforter le régime qui presque aussitôt, vers Noël 1998, entreprendra la "solution finale" des résistances sudistes. »

« Indosuez est une spécialiste de la pétrofinance. Elle détenait 5,26 % de la Fiba, [...] qui se servait d'Indosuez pour l'accès aux marchés internationaux. [...] La Belgolaise a été accusée par le président évincé Pascal Lissouba d'avoir permis à Elf (avec Elf-Trading et la Fiba) de financer le « complot terroriste du général Sassou Nguesso ».

« Venons en à la CIBC, nouveau fleuron du groupe CA. Cette banque "canadienne" travaille volontiers depuis la Suisse. Comme le magicien de la pétrofinance Jack Sigolet, ex-président de la Fiba. Celui-ci avoue une sorte d'addiction : "Elf a énormément utilisé la CIBC, pour au moins 30 % des préfinancements que j'ai montés. Et il n'y a pas qu'Elf qui l'utilise, puisque Total a monté l'an dernier un préfinancement pour l'Angola à la CIBC, devenue Crédit Agricole International" ».

Parmi d'autres casseroles récentes, une filiale du Crédit agricole, la CAI Chevreux, vient elle aussi d'être épinglée pour avoir prélevé d'énormes commissions sur les avoirs des caisses de retraites qu'elle gérait. Elle a discrètement proposé à ses clients de leur rembourser 122 millions d'euros pour étouffer l'affaire (Le Parisien, 15/02/2002).

Est-ce cela l'attachement du Crédit agricole « aux valeurs éthiques », « au développement durable », « à la sécurité de [ses] opérations » ? À vrai dire, il a succombé, comme tant d'autres, au vertige fascinant des profits à très court terme, fût-ce au détriment de peuples entiers. Pourvu qu'ils soient lointains et restent muets.]

Mondialisation

« Profitant de leur immunité, des diplomates et des chefs d'État prêtent leurs comptes pour abriter des opérations douteuses. » (**Bernard BERTOSSA**, procureur de Genève, cité par *Libération* du 08/02/2002).

[Le célèbre procureur intervenait à l'occasion de la première Conférence des parlements européens contre le blanchiment de l'argent sale, réunie au Palais Bourbon par les initiateurs de la mission parlementaire française sur le sujet (les députés PS Vincent Peillon et Arnaud Montebourg). Vingt propositions ont été adoptées, par des parlementaires issus de 14 pays de l'UE. Le point central des débats a été l'anonymat permis par les sociétés-écrans des paradis fiscaux. Bernard Bertossa a rappelé que certains potentats étaient à eux seuls des sociétés-écrans...]

« La France est attachée à une ratification rapide de la convention de Palerme [...] sur la criminalité transnationale organisée]. La procédure nationale de ratification de la convention [...] a été engagée. Les projets de loi d'autorisation parlementaire ont été [...] adoptés par le Conseil des ministres le 5 décembre. » (**Hubert VÉDRINE**, ministre des Affaires étrangères. Réponse du 11/01/2002 au député PS Paul Dhaille).

[L'un des objets de notre campagne L'envers de la dette était aussi de pousser à la ratification de la convention de Palerme du 12 décembre 2000, signée par 139 États et déjà ratifiée par 6 : certains de ses termes pourraient favoriser la répression de la criminalité financière transnationale (cf. Billets n° 95), dont relève en partie le problème de la dette. Des députés ont écrit au ministre. Le processus français de ratification est en cours...]

« La politique extérieure américaine est fondée sur une conviction absolue : celle que les États-Unis sont du côté du "bien". Cette religion s'est trouvée parfois obscurcie (ainsi à la suite du désastre du Vietnam) mais n'a jamais véritablement été mise en cause. Ce serait une grande "mission" de la culture européenne que de "dialectiser" cette position, ou plutôt cette foi, au lieu de la soutenir, puisqu'il est clair que son hégémonie empêchera à la longue de résoudre les conflits et les tragédies inhérents à la globalisation même. [...]

Le monde d'aujourd'hui a liquidé la transcendance de l'homme. [...] La politique de l'immanence absolue [... se mue en simple] technique. Disons-le clairement : l'affirmation de l'immanence technique, c'est la dépolitisation globale. Il s'agit maintenant de [...] penser un "nouveau commencement" de la philosophie elle-même, qui mette en question la conclusion absolument immanentiste de la tradition métaphysique occidentale. L'essentiel, pour moi, [...] est de voir si [...] on peut trouver la possibilité que se manifeste encore [...] cette dimension de *communitas* où ce qui est commun est ce qui nous manque à tous les deux. [...]

Berlusconi est l'indice d'une transformation, peut-être irrésistible, de nos démocraties en un sens oligarchique. Or, comme toujours, l'oligarchie gouverne le peuple selon des formes populistes et démagogiques, qui pourraient fasciner d'autres hommes politiques et d'autres gouvernements. [...] *Son discours consiste à dire : "Oyez, braves gens, moi je ne suis pas un politicien, je suis comme vous. Je me suis enrichi malgré la politique et les politiciens, malgré leur bureaucratisme, leurs immobilismes, leur corruption, les lacs et entrelacs de leurs lois. Je vous le garantis : je vous libérerai de la politique !" ».*

(**Massimo CACCIARI**, philosophe italien, ancien député et maire de Venise. Interview à *Libération* du 23/02/2002).

[*Cet interview est aussi un remarquable chantier de "réhabilitation" de la politique. On voit bien vers quel « monde sans loi » nous irons si nous en étions libérés par Berlusconi & Co.*

Le "nouveau commencement" conceptuel, à chercher non pas dans une civilisation hégémonique mais dans le manque qui surgit dans la rencontre entre deux civilisations, est à la pointe des débats de l'association Biens publics à l'échelle mondiale, animée par Survie].

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Afrique Express, *Marc Ravalomanana reste persuadé d'avoir remporté la présidentielle au premier tour et paralyse le pays*, 06/02/2002 : « Le maire d'Antananarivo assure qu'il a recueilli 52,15 % des suffrages, et n'a cessé de réclamer une confrontation des procès verbaux. [...] Côté diplomatique, les partenaires de Madagascar [...] n'ont aucune assurance formelle de la victoire au premier tour de Marc Ravalomanana [*mais ne veulent pas d'une vérification des procès verbaux*]. D'où un consensus pour appeler à un deuxième tour. [...] Hubert Védrine a résumé au mieux cette position, en se déclarant en faveur de "*la poursuite du déroulement du processus électoral, c'est-à-dire par la tenue d'un deuxième tour*", mais "*dans la transparence et avec toutes les garanties pour un scrutin libre, équitable, sincère et sans fraude*". »

Les pays créanciers de Madagascar commencent malgré tout à s'inquiéter de cette situation de pourrissement, en relevant que la grève générale coûte à l'économie insulaire 14 millions de dollars par jour [...]. Le directeur des opérations de la Banque mondiale pour l'Océan Indien et le représentant résident [...] du FMI sont eux aussi montés au créneau en tenant une conférence de presse en guise d'avertissement à la population sur les conséquences de la grève générale.

Globalement, Marc Ravalomanana semble s'être enfermé dans un jusqu'aboutisme [...]. Quant au président Ratsiraka, il connaît trop bien le monde politique et le monde tout court pour savoir que même s'il est élu sans adversaire au second tour, le temps aidant, il n'aura aucun mal à faire reconnaître sa légitimité par la communauté internationale. Si Ravalomanana a pu penser une minute que cette même communauté internationale accepterait qu'il suffit de faire descendre des milliers de personnes dans la rue pour être légitimé, il s'est lourdement trompé. Ce serait ouvrir un "précédent". »

[*Cet article est typique de la restitution en France des événements à Madagascar. Qui en Afrique, après le génocide au Rwanda, peut encore faire confiance aux « garanties » promises par un Hubert Védrine (il était une sorte de régent à l'Élysée, où Mitterrand ne travaillait plus guère qu'une ou deux heures par jour) ? D'autant que Ravalomanana est persona non grata au Quai d'Orsay : le conseiller de Védrine, Georges Serre, a refusé de le recevoir fin décembre (Le Monde, 15/02/2002).*

Les créanciers, la Banque mondiale et le FMI morigènent le peuple malgache, en lutte pour la démocratie, comme des patrons le feraient de leurs ouvriers. Il faut vraiment être un jusqu'aboutiste inconscient pour faire grève ! Et quand plus de 40 % des 1,2 millions d'habitants de la capitale descendent dans la rue, c'est une lourde erreur stratégique : cela ne saurait suffire à ébranler le dictateur impavide, adossé à une « communauté internationale » cynique.

Ce papier ressemble à un éloge de la violence – sachant que, si elle avait lieu, Ravalomanana serait aussitôt qualifié de « terroriste »... De quoi désespérer... Mais, en politique comme en mathématique, les démonstrations par l'absurde finissent parfois par s'imposer comme les plus sobrement efficaces. N'est-ce pas Vaclav Havel ?]

La Lettre du Continent, *TotalFinaElf. Une nouvelle équipe ?* 24/01/2002 : « Du côté de Luanda, c'est l'Angolagate qui a terni les relations avec **TotalFinaElf**. [...] Pour gérer le dossier "politique" sur place, [...] Hubert Loiseleur de Longchamp, un énarque qui a réalisé en partie sa carrière au Cameroun, va être nommé à Luanda. Il faut savoir que le patron de la Sonangol [*la société pétrolière publique*], Manuel Vicente, est surtout "briefé" par des anciens d'Elf comme Gilles Rappeneau, ancien DG d'Elf-Gabon et d'Elf-Aquitaine Production. [...]

Un nouveau patron va être nommé [...] à la sécurité du groupe, Hervé Madeo. À une époque, Madeo avait été le patron de Total en Birmanie. [...] Des hommes de terrain qui ne devraient pas être dépaysés dans l'Afrique de tous les dangers... »

Observatoire de l'Afrique centrale (www.obsac.com), *Divergences politiques au sein de l'Union européenne concernant les Grands Lacs africains*, 11/02/2002 : « Depuis l'an dernier (2001), il y eu toute une série de missions de l'UE ou de certains pays de l'UE dans les États africains impliqués militairement dans la deuxième guerre congolaise. [...] Leur impact a été presque nul, sinon négatif dans certains cas. [...] L'absence de résultats positifs [...] est sans doute, avant tout, le reflet d'un manque de cohésion politique au sein des pays de l'UE par rapport à la région des Grands Lacs africains qui démontre la divergence des intérêts des anciennes puissances coloniales dans cette partie de l'Afrique centrale. [...] Deux grandes options s'y affrontent :

– Paris et Bruxelles soutiennent ouvertement le gouvernement de Kinshasa et cherchent à faire imposer Joseph Kabila comme président de la transition (si jamais les négociations politiques intercongolaises aboutissaient à un compromis). Mais le Dialogue intercongolais n'est pas l'étape la plus difficile à franchir dans le processus du retour de la paix au Congo. C'est la mise en application des résolutions issues du Dialogue [...], conditionnée par le désarmement des groupes armés (dites forces négatives par Kigali et Co. et maintenant reconnues comme groupe terroriste par les USA), qui sera dans les faits l'étape la plus difficile vers la paix en RDC [*Congo-Kinshasa*] et dans la sous-région des Grands Lacs africains. En termes clairs, Paris et Bruxelles cherchent à se repositionner politiquement et économiquement dans la région qui est, depuis les défaites successives des régimes

Habyarimana et Mobutu, passée dans la "sphère d'influence" anglo-américaine.

– Londres, devenu la bête noire de Mugabe [*le président zimbabwéen*] et ami de Kampala et Kigali, s'oppose à l'approche franco-belge qui consiste à soutenir un régime maintenu au pouvoir par les troupes zimbabwéennes, au prix, bien sûr, d'un pillage des ressources naturelles de la RDC.

Soulignons aussi que, malgré l'appui de Bruxelles et de Paris dont bénéficie Joseph Kabila, il existe toujours entre les deux capitales une divergence d'approche. Pour l'ancienne métropole représentée par Louis Michel et Co., il est important de faire légitimer Joseph Kabila par le Dialogue intercongolais, d'où les acrobaties diplomatiques du ministre belge pour obtenir un large soutien en faveur du jeune président congolais au sein des autres composantes au Dialogue [...]. Le ministre Michel va même jusqu'à demander le statut d'"observateur" afin d'avoir une place sur le bord du ring pour [...], sans doute, être en mesure de convaincre les récalcitrants en nombre suffisant...

Quant à la "Chiraquie", son soutien envers Joseph Kabila est à la fois diplomatique et militaire. Du point de vue diplomatique, on note le soutien total au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, notamment par des résolutions exigeant le retrait des "forces non-invitées" (entendez par là [... *les armées*] rwandaise et [...] ougandaise) et [...] la première mouture du rapport sur le pillage des ressources de la RDC ; alors que sur le plan militaire la DGSE continue de fournir des armes, non seulement à Kinshasa mais aussi aux ex-FAR [*les Forces armées rwandaises, qui encadrèrent le génocide*] (on n'oublie pas ses copains du régime Habyarimana comme ça... !). [...]

Le soutien massif à Joseph Kabila, qui est la créature des forces étrangères alliées de Kinshasa, au même titre que les leaders des factions rebelles sont les créatures des forces étrangères opposées à Kinshasa, ne règle ni ses problèmes avec ses alliés, qui sont en compétition d'influence, ni avec ses ennemis, qui contrôlent plus de la moitié du pays. Les pourparlers sur le désarmement des groupes armés entre Kabila et Kagame ont échoué. En fait, la guerre continue dans l'est du Congo avec le soutien de Kinshasa aux groupes rebelles burundais (FDD) et rwandais (ALIR).

La Belgique se trompe d'époque : depuis 1960, l'avenir du Congo ne se décide plus à Bruxelles, mais plutôt à Washington et, dans une moindre mesure, à Paris.

Finalement, il faudra bien un jour reconnaître que le conflit congolais ne se prête pas, pour le moment, à toutes sortes de médiations et de pressions internationales et ce, pour deux raisons majeures :

- la communauté internationale est divisée au sujet de la solution ;
- les acteurs congolais et régionaux ne sont pas capables de trouver un compromis politique permettant le retour de la paix.

Plus concrètement, malgré ses millions de morts, le conflit congolais est encore trop "vert" pour bénéficier de ces efforts de médiation à la petite semaine, sans doute à cause de la multiplicité des parrains des acteurs congolais autant que régionaux et des contradictions internes et externes ainsi induites. Toute tentative de solution véritable doit donc passer en amont des éléments de blocage décrits ci-dessus.

[*Pierre Bigras et son Observatoire de l'Afrique centrale ne sont pas chiches en informations rares et analyses acérées. L'on vérifie ici qu'au Congo-K, la Françafrique ne recule pas devant les alliances les plus abjectes. Elle y poursuit une stratégie guerrière et singulière à l'insu du Parlement français, prolongeant un conflit terriblement mortifère.*]

Les Échos, Cameroun : un essai à transformer, 16/01/2002 (Laurence TOVI) : « *Nous avons amélioré notre gestion de l'économie. Pourquoi, dès lors, un tel attentisme des investisseurs ?* », s'interroge Michel Meva'a Meboutou, ministre de l'Économie et des Finances. [...] Par ailleurs, il existe un *"beau réservoir de main d'œuvre car la population a été bien éduquée"*, juge Philippe Odievre, à la direction internationale de l'eau d'Onde Services (Suez), candidat à la reprise de la Société nationale des Eaux du Cameroun (SNEC). Et si les opposants s'élèvent régulièrement contre les atteintes aux droits de l'homme et contre les entorses au jeu démocratique, les hommes d'affaires, eux, se félicitent de la stabilité politique du pays, dirigé depuis 1982 par Paul Biya. »

[*Jusqu'ici, le "vote" des hommes d'affaires l'a emporté sur celui des citoyens.*]

Digipresse (Yahoo ! Actualités), *La Françafrique a-t-elle une place dans la campagne présidentielle ?* 21/02/2002 (Vincent RIOU) : « [*Le 20 février,*] à La Défense, devant la tour TotalFinaElf, [... *une trentaine de*] militants [*de l'association Survie*] ont procédé à la première d'une série de trois opérations qui visent à informer le public et inciter les candidats à l'élection présidentielle à se prononcer sur la politique africaine de la France. [...]

Les différents slogans [*sont*] chantés sur l'air de *Bella Ciao* : "*L'exploitation de leur forêt, les Camerounais ils en ont marre, de Vivendi, de Bolloré. L'Afrique demande le respect...*". Pour leur premier "coup", ce sont les salariés de TotalFinaElf (TFE) que les militants de Survie ont tenté de sensibiliser à la politique menée par leur entreprise en Afrique ou en Birmanie. Mais plus qu'une compagnie, c'est le système qu'elle symbolise qu'ils sont venus dénoncer. "*En France, il y a la politique africaine officielle et la politique officieuse, menée entre autres par ce genre d'officines depuis la soi-disant décolonisation. Ce n'est pas seulement Elf mais toutes les entreprises françaises qui s'autorisent en Afrique des choses formellement interdites : la corruption, le pillage des matières premières, le soutien aux dictatures. Nos politiques soutiennent ces sociétés-là, et acceptent l'enrichissement d'un petit nombre d'individus, ici comme là-bas*", explique Patrick, jeune militant de Survie.

Postés à la sortie d'une des tours de la première entreprise de France, les militants distribuent des tracts, et forcent les salariés à contourner une carte de l'Afrique maculée de sang, qu'ils ont déposée par terre. Un militant d'Info-Birmanie interpelle un salarié du groupe surpris par ce comité d'accueil : "*N'hésitez pas à piétiner l'Afrique, c'est ce que votre entreprise fait tous les jours*". La tête basse, l'homme va rejoindre le métro, mais il accepte les tracts qu'on lui tend. Les militants mettent leur panneau-slogan en évidence. Sur la plupart d'entre eux, on peut lire une citation suivie du nom de son auteur : "*Elf, c'est une diplomatie parallèle*" ou "*Elf a de tout temps financé les services secrets*" (par Loïk Le Floch-Prigent, ancien PDG du groupe); "*C'est clair, au Congo Brazzaville, chaque balle a été payée par Elf*" (une personnalité socialiste). Un panneau propose aussi une carte de l'Afrique, avec un slogan qui fait référence à une publicité du pétrolier : "*TFE et les dictatures : vous n'allez pas en Afrique par hasard*". En vert sur fond blanc, ressortent, comme le confirme la légende, les nombreux "*pays d'implantation de TFE en situation d'instabilité économique, politique ou sociale ou en dictature*".

"*Les électeurs doivent exiger que l'Afrique ne soit plus méprisée*" ou "*Entreprises, Élysée, refusons l'impunité. Les candidats doivent s'exprimer*" : le froid, bientôt la pluie et surtout l'indifférence des passants n'ont pas de prise sur les militants, qui continuent à scander des slogans. Remettre en question l'ensemble des pratiques économiques, financières et politiques désastreuses menées par les acteurs publics ou privés au mépris du droit et de la justice, c'est évidemment ce pourquoi E. milite. Il se cache

aujourd'hui derrière un masque : "J'ai travaillé ici pendant un an et demi. Puis j'ai décidé que je ne devais pas accepter d'argent d'une telle entreprise. Il y a des gens que je reconnais. Ça fait drôle..."

Une grande banderole "Total sponsor de la misère" est déployée face à la tour. Quelques sympathisants congolais mettent la main à la pâte. L'un d'eux explique : "Je sais ce que Elf a fait au Congo. Sassou Nguesso et Chirac... je ne sais pas quelle est l'amitié qui les lie. Je sais juste comment les Congolais ont souffert à cause de leur sous-sol. Et notre Président a le culot de dire : 'le Congo est un bien trop précieux pour le laisser aux folies de l'aventure.' Le pétrole, c'est son bien. Et il le redistribue à ses amis. C'est la misère totale". L'homme espère que ce type d'actions se répètera souvent. Et il dénonce encore l'hypocrisie du groupe français : "ils expliquent à qui veut l'entendre qu'ils respectent l'environnement. Mais à Pointe Noire, c'est une vraie catastrophe écologique". Un de ses compatriotes exilé en France a un discours encore plus dur : "Il faut faire tomber Sassou. M. Chirac dénonce le terrorisme international. Pourquoi maintient-il ce terroriste au Congo-Brazza, qui vole les matières premières au peuple après avoir fait tellement de victimes ?" Pour lui, l'opinion publique n'est pas très sensible à ces questions africaines. Malheureusement. Car il estime que les thèmes si chers à nos politiques, comme "l'insécurité et l'immigration" sont directement liés à la situation africaine : "Si tout se passait bien en Afrique, il n'y aurait pas d'immigration. Nos pays sont tellement riches..." »

Libertés

Le Canard enchaîné, *La presse vendue aux marchands de canons*, 06/02/2002 : « Le débarquement de l'avionneur, et maire RPR de Corbeil-Essonnes, Serge Dassault, est désormais officiel. [...] Il a racheté 30 % des actions de la Socpresse, la société holding de tête du groupe [...] propriétaire du Figaro.

Ainsi, près de la moitié de la presse française appartient désormais à des marchands de canons. Au sud de la Garonne, [...] Jean-Luc Lagardère, le propriétaire de *Matra-Hachette*, qui possède déjà *Corse-Matin*, *Nice-Matin*, *La Provence*, détient une participation dans *Le Midi Libre*, a un pied dans le capital de *La Dépêche du Midi* et lorgne *Sud-Ouest*. [...] Au nord de la Garonne, [...] le nouveau tandem Dassault-Hersant, [...] de Nantes à Lyon et Grenoble sans oublier Lille, règne désormais sur une grosse part du tirage des quotidiens régionaux de l'Hexagone.

La razzia réalisée par Jean-Luc Lagardère et Serge Dassault suscite d'autant plus l'admiration qu'ils possèdent aussi une kyrielle d'hebdomadaires, de magazines et de mensuels. Serge Dassault : *Valeurs actuelles*, *Le Journal des Finances* et *Spectacle du Monde*. Le garde-manger de Jean-Luc Lagardère est, lui, beaucoup mieux garni : *Paris-Match*, *Elle*, *Télé 7 jours*, *France-Dimanche*, *Fémina*, *Le Journal du Dimanche* et *Pariscope*. [...] À quoi il convient d'ajouter *Europe 1* et *Europe 2*, un tiers du capital de *Canal Thématiques*, sans oublier 20 % du capital du *Parisien*.

En 1995, le programme du PS prévoyait que la législation devait désormais empêcher les grands groupes financiers vivant de commandes publiques de contrôler les médias. Quatre groupes étaient visés implicitement : Bouygues, Vivendi, Lagardère et Dassault. Sept ans plus tard, le programme est pleinement réalisé. »

[Marcel Dassault, très proche de la famille Chirac, fut le premier "parrain" politique de Jacques. Il y eut dès lors quatre décennies d'échanges de services entre la famille et le groupe Dassault d'une part, Jacques Chirac et son parti d'autre part. Le gouvernement Jospin n'a pas fait grand chose pour contrarier une évolution gravement attentatoire aux libertés publiques en général, à la qualité de l'information internationale des Français en particulier.]

Le Canard enchaîné, *Très chers ennemis*, 30/01/2002 : « Le gouvernement français vient d'autoriser la DCN (Direction des constructions navales) à négocier la vente à l'Inde de six sous-marins d'attaque "Scorpène". [...] Coïncidence : au même moment, la DCN vend trois sous-marins "Agosta B", moins perfectionnés, au Pakistan. [...] Et maintenant, que le meilleur gagne. »

[Le cynisme de cette double vente marque une soumission aux desiderata du lobby militaro-industriel, l'une des clefs probables des reculs évoqués dans l'article précédent.]

LIRE

Vénuste Kayimahe, *France-Rwanda : les coulisses du génocide. Témoignage d'un rescapé*, Dagorno, 2002, 361 p.

Ce livre a quelque chose d'unique. C'est un témoignage, il en a la force. Plus la sobriété. L'auteur a miraculeusement survécu au génocide, sa fille Aimée a connu une agonie interminable, beaucoup de ses parents et presque tous les habitants de sa colline ont été tués ; sa mère a été jetée dans les latrines, a survécu trois jours accrochée à un montant, puis a été massacrée, son corps un temps abandonné aux chiens.

Mais ce témoin n'est pas n'importe qui. Employé durant deux décennies au Centre culturel franco-rwandais de Kigali, il a vécu comme peu d'autres les complicités non dites entre les deux pays. Il se trouvait au Centre le 7 avril, lors du déclenchement du génocide. Il y a été abandonné par les Français, avec sa femme et deux enfants. Promis à une mort certaine, comme les autres salariés tutsis de notre pays, il a été sauvé in extremis par des militaires belges, qui l'ont mis dans un avion pour Nairobi (Kenya). Là, il a été "kidnappé" en douceur par le consul puis l'ambassade de France. Il mettra des mois à comprendre. Le premier conseiller, Mme Dumas-Desselas, finira par lui avouer : « Il n'est pas question de vous laisser partir en France pour aller raconter aux journalistes comment s'est passée votre évacuation ».

S'il n'y avait que l'évacuation ! L'auteur évoque avec précision plusieurs des sujets hautement sensibles que le rapport de la mission parlementaire d'information sur le Rwanda a esquivés : la formation des milices du génocide par des militaires français, dont il donne deux noms ; l'implication de la France dans la constitution d'un front ethniste, le *Hutu Power* ; le rôle de l'ambassadeur Marlaud dans la constitution du gouvernement qui va régir le génocide... Bref, ce Vénuste parfois si désespéré parvient à lui tout seul à écrire une sorte de contre-rapport. C'est cela qu'il fallait à tout prix cacher aux journalistes pendant le génocide et l'opération Turquoise...

Ce "contre-rapport" est d'autant plus percutant qu'il n'est pas manché : les Français décrits ne sont pas tous complices, et certains qui le sont ont parfois des sortes de remords. S'accumulent cependant tant d'indices concrets d'« une collusion extrême entre l'Élysée, la diplomatie et l'armée françaises d'une part, et l'armée de Habyarimana et le Hutu Power d'autre part, durant toute la phase de préparation du génocide et au cours de son exécution. [...] La nation qui pouvait et devait stopper la machine emballée du génocide en était, au nom d'inavouables intérêts, au nom de l'amitié et de la fidélité, au nom de la pérennité de la francophonie, la marraine et la complice. » (p. 325-326).

Habib Souaïdia, *Il faut en finir avec l'omerta sur la "sale guerre" en Algérie*, intervention à Madrid le 31/01/2002, reprise sur algeria-watch.org.

Une synthèse limpide sur la politique de la terreur et la "guerre psychologique" menée par un régime où les tortionnaires ont libre cours.

Noir Chirac Secret et impunité

Les arènes, 309 p., 19 €. À paraître le 6 mars.

Gaullisme et néogaullisme ont structuré la Françafrique. Jacques Chirac en est le principal héritier, le "grand frère" des dictateurs et prédateurs français. S'interroger sur l'impunité des crimes de ces derniers (économiques, financiers et politiques) renvoie à l'incroyable impunité chiraquienne, sur quatre décennies. D'où vient-elle, pourquoi résiste-t-elle ?

L'auteur scrute les origines de la carrière fulgurante du jeune Chirac, il s'interroge sur ses parrains : Dassault, Pompidou, Juillet. Il réexamine le contexte de la naissance de la Françafrique : la guerre froide, et les stratégies cachées de l'Alliance atlantique. Les quatre principales (jeu de go nucléaire, *covert actions*, finance parallèle, recrutement d'élites initiées) dessinent le cadre où va s'ébrouer politiquement l'officier énarque. Ce cadre va muer mais perdurer, et longuement abriter des cercles d'impunité. En France, souvent, Jacques Chirac est au centre. Le cadre est prêt à être réactivé dans la nouvelle "guerre froide"...

Tandis que la Françafrique s'immerge dans une "mafiafrique", l'ouvrage s'éloigne un bon moment du continent noir : il passe par les enjeux et les acteurs militaires ou financiers de la mondialisation pour mieux distinguer un axe de lutte commun à ceux qui, d'Afrique et d'ailleurs, refusent la montée d'une iniquité impunie. Ce n'est pas l'axe bushien du Mal et du Bien, c'est plutôt une boussole familière à *Survie* : criminalité financière contre bien public.

Association Survie, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins

Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Mars 2002 - ISSN 1155-1666 - Abonnement: 16 € (Étranger: 21 €)

Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - survie@wanadoo.fr